

À Caen, des parents d'enfants handicapés demandent des professeurs supplémentaires en IME

Margaux Rousset

3 minutes

Ce mercredi 4 mars 2020, un collectif de parents s'est mobilisé devant la direction académique à Hérouville pour demander des postes d'enseignants pour leurs enfants handicapés.

Publié le 4 Mar 20 à 18:03



Un collectif de parents d'enfants handicapés et des syndicats se sont réunis devant la Direction académique à Hérouville Saint-Clair ce mardi 4 mars 2020. (©MR/Liberté le bonhomme libre)

Ils s'inquiètent pour leurs enfants. Ce mercredi 4 mars 2020, un collectif de parents s'est réuni devant **la Direction académique à Hérouville Saint-Clair (Calvados)**. Ils demandent **plus de postes de professeurs** pour leurs enfants en situation de **handicap** et scolarisé en IME (Institut médico éducatif) à Caen.

Mon fils est scolarisé à l'IME Corentin Donnard, il va vers ses 13 ans et n'a que deux heures de cours par semaine. Il ne sait pas lire à la hauteur de ce qu'il est capable de faire. Les moyens mis en oeuvre ne développent pas les capacités de nos enfants, explique Laurent Brard, membre du collectif de parents.

3,5 postes d'enseignants supplémentaires demandés

Les parents d'élève demandent au directeur académique la

création de 3,5 postes d'enseignants supplémentaires en plus des 2,5 déjà existants répartis sur les deux IME, Elie de Beaumont et Corentin Donnard. l'APAEI (Association des parents et amis d'enfants inadaptés) qui gère les deux sites, demande elle, 2 postes supplémentaires.



Devant la direction académique ce mercredi 4 mars, des parents d'enfants handicapés ont exprimés leurs craintes. (@MR/Liberté le Bonhomme libre)

Réponse sur les moyens le 22 mars

Ce mardi 4 mars, trois représentants des parents d'élèves ont été reçus par un inspecteur de la direction académique pour parler de ces demandes. « Il n'y aura pas de réponses sur de nouveaux moyens avant le 22 mars, date de la réunion sur la nouvelle carte scolaire pour l'année prochaine, explique François Cheval un autre inspecteur de l'éducation nationale. Nous travaillons avec ce collectif depuis un an maintenant, ils ont participé à des conseils de la vie scolaire ».

« Nous montons un projet pédagogique et il y aura des moyens supplémentaires accordés, continue François Cheval. Pas les 3,5 postes mais nous nous approchons des deux postes, oui.